



Ordre des journalistes de Madagascar  
(OJM)

Les journalistes membres du  
« Mouvement pour la Liberté  
d'Expression »

## COMMUNIQUE CONJOINT

**Nous, membres du Groupement des Editeurs de Presse d'Information et du Multimédia de Madagascar (GEPIMM), les journalistes membres du « Mouvement pour la Liberté d'Expression », et l'Ordre des journalistes de Madagascar (OJM)**

En ce jour sombre pour la démocratie et la liberté d'expression ainsi que la liberté de la presse, **Condamnons fermement le coup de force perpétré par le Gouvernement et l'Assemblée Nationale lors d'une séance plénière organisée dans la précipitation jusqu'à minuit, pour l'adoption du nouveau code de la communication.**

**Regrettons** que le texte voté, à caractère excessivement répressif, n'ait pas tenu compte des amendements apportés durant les travaux de commission, ni du memorandum proposé par les journalistes, perdant ainsi l'esprit de liberté ayant animé l'élaboration de l'avant-projet initial. Les débats de la séance plénière se sont limités à des attaques en règle contre la presse privée nationale, et au rejet en bloc de toutes les propositions d'amendements sans avoir abordé les questions de fond.

**Déplorons** que les autorités soient restées sourdes aux appels au dialogue lancés par toutes les parties prenantes à l'élaboration consensuelle du texte initial, appuyés par les membres de la Communauté Internationale, notamment le Système des Nations Unies qui a bien voulu transmettre notre requête auprès de l'Exécutif.

**En conséquence,**

**Nous, membres du Groupement des Editeurs de Presse d'Information et du Multimédia de Madagascar (GEPIMM), les journalistes membres du « Mouvement pour la Liberté d'Expression », et l'Ordre des journalistes de Madagascar (OJM)**

**Réitérons** nos revendications quant à la nécessité de revenir au dialogue basé sur l'avant-projet decodé de la communication élaborée de manière consensuelle et inclusive sous l'égide du système des Nations Unies afin de permettre un examen en toute sérénité de ce texte. **Lançons un appel** pressant à toutes les forces vives de la Nation pour unir leurs voix aux nôtres afin de condamner ces atteintes flagrantes aux libertés fondamentales garanties par la Constitution Malgache et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

**Attirons l'attention** de la Communauté Internationale sur le recul que représente l'adoption de ce code de la communication par rapport aux acquis de la démocratie et de la liberté d'expression.

**Renouvelons** notre détermination sans faille à poursuivre notre combat jusqu'au triomphe de ces valeurs universelles.

Fait à Antananarivo, ce 08 juillet 2016